

Le budget—M. Minaker

Pourquoi le député ne s'interroge-t-il pas sur les problèmes des sociétés du Manitoba au lieu des stupidités dont il a parlé?

M. Minaker: Madame la Présidente, je voudrais remercier le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Orlikow) de sa question. Il disait que l'informatique, au Manitoba, était un des secteurs importants. Il devrait peut-être étudier un peu l'économie de la province et voir où sont les principales sources d'exportations.

Pour fixer les idées, 7,8 p. 100 du commerce du Manitoba avec les États-Unis vient de l'électricité et 6,3 p. 100 des pièces d'avion. Je pourrais ajouter que l'essentiel de l'industrie aéronautique de la province est dans ma circonscription. Elle serait touchée par les politiques des néo-démocrates qui retireraient le Canada de l'OTAN et du NORAD.

Je ne vois pas pourquoi le député de Churchill (M. Murphy) ne s'inquiète pas des effets de l'accord de libre-échange sur l'industrie des résineux qui est surtout dans le Nord de la province. Quelque 6,1 p. 100 de notre bois résineux, dont la plus grande partie est, je crois, produite dans sa circonscription, est exporté aux États-Unis. Par ailleurs, les pièces de véhicules automobiles représentent 4,8 p. 100 des échanges.

Passons maintenant au secteur agricole, d'où provient la majorité des exportations, soit 52 millions de dollars pour les animaux vivants, 56 millions pour la viande fraîche et congelée et 135 millions pour les autres produits alimentaires. D'après le Manitobain Bill Vaags du Conseil canadien du porc, notre industrie est le plus gros exportateur agricole aux États-Unis, avec des ventes estimatives totales de porcs vivants et de viande de porc totalisant quelque 700 millions en 1987. Et je pourrais donner bien d'autres exemples.

Nous reconnaissons que certaines industries connaîtront des difficultés, mais je suis sûr qu'elles sauront tirer leur épingle du jeu une fois qu'elles auront compris qu'elles peuvent faire concurrence aux entreprises américaines. Nous savons que nous pouvons être compétitifs. Nous les battons au hockey. Nous ne les battons peut-être pas au football, mais cela viendra un jour. Il n'est toutefois pas question de sports mais d'affaires et, dans ce domaine, nous sommes productifs et efficaces. Nous pouvons faire concurrence aux États-Unis et l'accord de libre-échange nous sera bénéfique.

M. Jardine: Madame la Présidente, je félicite le député de Winnipeg—St. James (M. Minaker) de ses intéressants propos. Le député a fait remarquer qu'il y avait dans sa circonscription un important établissement militaire englobant le quartier général du commandement des forces aériennes. Je comprends et je partage ses préoccupations concernant la politique du Nouveau parti démocratique en matière de défense.

Chose certaine, le NPD préconise le retrait de l'OTAN. Il s'opposerait aussi à l'établissement de toute installation de l'OTAN en terre canadienne. Cela m'inquiète, de même que les habitants de ma circonscription.

● (1140)

Il y a en outre la position du NPD sur le programme de construction de frégates. Alors qu'à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, le taux de chômage est l'un des plus élevés des

villes canadiennes, sinon le pire, le NPD aurait, selon ce qu'il préconise, confié une partie du contrat à une autre localité.

Les néo-démocrates prétendent pouvoir épargner 1 milliard de dollars annuellement en ramenant au pays nos troupes engagées au sein de l'OTAN. Ils se trompent. Il faudrait qu'ils mettent à pied tous les militaires actifs afin, peut-être, de pouvoir économiser la moitié de cette somme.

Les néo-démocrates voudraient aussi donner de nouveaux rôles internationaux aux Forces armées canadiennes. Nos militaires deviendraient une force d'intervention à déploiement rapide dans tous les coins du monde aux prises avec une instabilité militaire ou une catastrophe nationale. Que proposent au juste les néo-démocrates, madame la Présidente? Préconisent-ils une superpolice des affaires internationales? J'aimerais que le député me dise ce que ce projet du NPD coûterait financièrement et sur le plan de la sécurité du Canada.

M. Minaker: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de cette question. Lui et moi avons des établissements de défense dans nos circonscriptions. La position du NPD en matière de défense serait très coûteuse et très dangereuse. Ainsi que je l'ai mentionné tout à l'heure, le centre de commandement aérien de ma circonscription embauche quelque 700 personnes. De plus, il a un budget d'environ 507 millions de dollars et dirige des effectifs globaux de 31 000 personnes. Ses principales responsabilités concernent le NORAD. Si nos troupes étaient retirées de ce programme, qu'arriverait-il de la participation américaine au Système d'alerte du Nord qui, actuellement, atteint à elle seule 3,2 milliards de dollars? Les néo-démocrates assumeraient-ils ces dépenses? Les néo-démocrates vont-ils avancer les 3 milliards de dollars nécessaires pour racheter les six AWACS qui balaient actuellement l'espace nord-américain et qui forment une sorte de bouclier ou de barrière électronique en matière de défense?

Quand au retrait de l'OTAN, le document des néo-démocrates disait, si je ne m'abuse, que le rapatriement de nos troupes de l'OTAN nous ferait économiser environ un milliard de dollars par année. C'est complètement faux, madame la Présidente. Même en licenciant toutes nos troupes à l'OTAN, on n'épargnerait que 400 millions de dollars environ. Si j'interprète correctement ce document, les néo-démocrates n'auraient pas l'intention de démobiliser nos troupes à l'OTAN. Où les néo-démocrates pourraient-ils faire des économies alors puisque ces 400 millions de dollars représentent surtout le coût de ces troupes? Bref, ils n'économiseraient rien du tout, et ce sont pourtant ces troupes qui assurent le plus gros de notre défense. Je crois que les Canadiens s'en rendent compte. Ils veulent que nous demeurions au sein du NORAD et de l'OTAN.

Il ne faut pas oublier non plus que bien des jeunes veulent s'enrôler dans nos forces armées. Ils ont hâte de le faire. Un jeune de ma circonscription veut devenir pilote. C'est un emploi très technique qui a toujours été très technique. Si le NPD retirait nos troupes sans les démobiliser, il ne ferait aucune économie importante. Mais les complications ne manqueraient pas. Pire, une telle mesure occasionnerait des dépenses accrues financées à même les services sociaux, les impôts ou encore par une augmentation du déficit. Les néo-démocrates ne croient pas aux déficits.